

AIDE - MEMOIRE
des conditions d'admission détaillées au poste d'
magasinier (m/f)
régime du salarié, en vue d'une fonctionnarisation

L'administration communale de la Ville de Luxembourg se propose de recruter **un magasinier (m/f)** dans le régime du salarié, à plein temps, sous contrat de travail à durée déterminée, limité à une année et en vue d'une fonctionnarisation (engagement définitif) dans le « **groupe de traitement D1** » pour les besoins du **Service Eaux**.

A. Conditions d'admissibilité :

- être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne tel que déterminé par l'article 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
- faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives (français, allemand et luxembourgeois) telles que définies par la loi modifiée du 24 février 1984 sur le régime des langues ;
- détenir un diplôme **CATP/DAP** ou un certificat étranger reconnu équivalent par le ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans une des branches suivantes : **magasinier du secteur automobile, gestionnaire qualifié en logistique, installateur chauffage-sanitaire, serrurier, mécanicien industriel et de maintenance, mécanicien d'usinage** ;
- être en possession d'un permis de conduire de la classe B.

B. Descriptif du poste :

Tâches et missions :

- Gestion des articles et des mouvements de stock dans SAP (Création/Modification article, paramétrage stock-mini, inventaires, catalogues articles, étiquettes code-barres, entrées/sorties, retour matériel, ...) ;
- Gestion des réservations de matériels-stocks dans SAP (sortie/retour de matériel, suivi des réservations ouvertes) ;
- Préparation des articles-stock sur chariot par réservation de matériel pour les équipes (de montage) internes et externes ;
- Sortie physique d'articles stock et mise à jour du système SAP ;
- Gestion des commandes articles-stocks et non-stocks dans SAP ;
- Contact fournisseur (envoi des commandes au fournisseur, gestion des réclamations, réunion avec fournisseur, recherche besoins du service - articles/machines, ...) ;
- Contrôle des livraisons, qualités et quantités des articles et contrôle par rapport au bon de livraison ;
- Contrôle de la facture, notamment des quantités facturées et établissement du "Bon à Payer" ;

- Rangement physique des articles dans divers magasins-stock (sur différents sites) ;
- Conduite avec divers véhicules (chariot élévateur, pont-roulant, camionnette, voiture) ;
- Formations sur divers véhicules (chariot élévateur, pont-roulant, ...) ;
- Etablissement du rapport des sorties de marchandises par année pour la soumission de l'année suivante ;
- Gestion des vêtements pour tout le personnel du Service Eaux ;
- Gestion des véhicules et machines (suivi assurance, carte grise, rendez-vous de maintenance avec Service Véhicules & maintenance, suivi rendez-vous contrôle technique et entretien et maintenance, contact fournisseur, envoi des machines en entretien, ...) ;
- Participation à diverses réunions de service et cours de formations.

Atouts :

- avoir une expérience de deux ans dans le métier ;
- avoir une expérience dans un métier lié à la distribution de l'eau potable.

Profil :

Compétences comportementales

- Planifier et organiser ;
- Avoir le sens des responsabilités ;
- Autonome et prendre des décisions ;
- Contact aisée, aimable et respectueux avec les fournisseurs, équipes de montage externes et le personnel du service ;
- Suivre les instructions et procédures ;

La détention du permis de conduire de la catégorie B constitue une obligation.

Cette énumération des tâches n'est pas exhaustive et elle pourra être sujette à modification suivant les besoins du service. De plus amples renseignements concernant les tâches peuvent être demandés auprès de M. RECKEL Stephan, responsable département gestion clientèle et approvisionnement, Service Eaux, tél. : 4796-2849.

C. Pièces à joindre :

1. demande d'emploi (**veuillez indiquer la référence : 522-Artis-Eaux**)
2. curriculum vitae détaillé (périodes exactes des études et des professions antérieures) ;
3. acte de naissance ou acte de mariage ;
4. copie de la carte d'identité ou du passeport ;
5. copie recto/verso du permis de conduire ;
6. copie de la carte d'identification de la Sécurité sociale du Grand-Duché de Luxembourg (matricule social) ;
7. extrait récent du casier judiciaire - bulletins n°3 et n°4, (Guichet.lu) ;
8. copies des diplômes et certificats d'études ;
9. **le cas échéant, une preuve de réussite à l'examen d'admissibilité dans le groupe de traitement D1, fonction d'artisan incluant le relevé des notes de l'examen d'admissibilité ;**
10. certificat d'affiliation complet reprenant toutes les occupations enregistrées auprès du Centre commun de la sécurité sociale (guichet.lu), à partir de la date de naissance ;
11. photo passeport récente.

Les demandes sont à envoyer par voie électronique en remplissant le formulaire de candidature sur <https://jobs.vdl.lu> pour le vendredi, 1^{er} mai 2026 au plus tard.

Les dossiers de candidature incomplets ne seront pas pris en compte.

D. Conditions de recrutement :

Le recrutement sera réalisé sur base des dossiers de candidatures et le cas échéant d'entretien.

Le candidat(e) retenu(e) sera engagé(e) sous le régime du salarié, à plein temps, moyennant contrat de travail à durée déterminée, avec une période d'essai de 3 mois et en vue d'une fonctionnarisation dans le groupe de traitement D1.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra se soumettre à un examen médical fait par le médecin de travail, par application des dispositions de l'article L- 326-1 du Code du Travail. Les modalités pratiques de l'examen médical seront communiquées au (à la) candidat(e) en temps utile.

En vue de la fonctionnarisation, le candidat s'engage à s'inscrire et à passer dans un délai maximal de 24 mois après son entrée en service 1) l'épreuve d'aptitude générale et 2) l'examen d'admissibilité prévus pour le secteur communal. Le calendrier prévisionnel des inscriptions et sessions d'examen est publié sur le site Internet www.govjobs.public.lu. Les inscriptions se font exclusivement par voie électronique via le lien MyGuichet sur GovJobs.

Pour le candidat(e) pouvant faire valoir une nomination définitive en qualité de fonctionnaire dans le secteur communal ou auprès de l'Etat, une mutation avec bonification d'ancienneté est possible.

E. Rémunération :

Le candidat retenu sera engagé(e)s à plein temps, dans le régime du salarié moyennant contrat de louage de service à durée déterminée limitée à une année, avec possibilité de renouvellement et en vue d'une fonctionnarisation dans le groupe de traitement D1, sous-groupe à attributions particulières, fonction d'artisan, tel que prévu par le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux. La période d'essai est fixée à 3 mois.

La carrière est calquée sur celle du groupe d'indemnité « D1 », sous-groupe à attributions particulières tel que prévu par le règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 déterminant le régime et les indemnités des employés communaux.

Le/la titulaire touchera une indemnité de 146 points indiciaires, soit 3 570,55 € au nombre-indice actuel de 968,04.

Le traitement du fonctionnaire **nommé définitivement** est calculé à partir du 5ième échelon du grade 3, soit 160 points indiciaires correspondant à 3 912,94 € brut, au nombre indice actuel de 968,04.

Au moment de la nomination définitive, les périodes travaillées antérieurement dans le secteur privé ou dans le secteur public sont bonifiées pour la totalité (100%) lors du calcul du traitement initial. Le traitement de 3 912,94 € est donc à considérer comme traitement minimal de début de carrière.

Le salarié qui est père ou mère d'un ou de plusieurs enfants pour lequel ou lesquels sont versées des allocations familiales de la part de la Caisse pour l'avenir des enfants, bénéficie d'une allocation de famille de 29 points indiciaires à savoir 709,22 € brut.

Le salarié bénéficie par assimilation au fonctionnaire communal d'une allocation de fin d'année et d'une allocation de repas.

L'indemnité est adaptée aux variations du coût de la vie, constaté par l'indice pondéré, suivant les dispositions afférentes.

Le/la titulaire sera affilié(e) à la Caisse Nationale d'Assurance Pension, ainsi qu'à la Caisse Nationale de Santé, dont bénéficieront également le cas échéant certains membres de sa famille.